



Sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République

13^{ème} Conférence internationale de l'AFD sur le développement

INÉGALITÉS ET LIEN SOCIAL

Synthèse journée 7 décembre 2018

Paris

#ConfInégalités



Financé par
l'instrument de Coopération
au Développement de l'Union européenne



Sommaire

Discours d'ouverture de Rémy Rioux (Directeur général de l'AFD)	04
Intervention de Stefano Manservigi (Directeur général, DG Coopération internationale et développement, Commission européenne)	06
Discussion-débat : La croissance peut-elle réduire les inégalités ?	09
Gaël Giraud (Chef économiste, AFD)	09
Branko Milanović (Luxembourg Cross-National Data Center)	11
Table ronde 1 – Comment les modèles de développement prennent-ils en compte la question des inégalités et du lien social ?	13
Alicia Bárcena (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes)	
James K. Galbraith (Université du Texas à Austin)	
Nizar Baraka (Conseil économique, social et environnemental, Royaume du Maroc)	
Lucas Chancel (École d'économie de Paris, PSE)	
Table ronde 2 – Comment l'émergence des classes moyennes a-t-elle un impact sur les inégalités et la cohésion sociale ?	16
Murray Leibbrandt (Université du Cap)	
Gisela Nauk (Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale)	
Shanta Devarajan (Groupe de la Banque mondiale)	
Table ronde 3 – Comment le lien social est-il façonné par les inégalités perçues ?	19
Frances Stewart (Université d'Oxford)	
Alice Evans (King's College)	
Farida El Kalagy (Banati Foundation)	

Table ronde 4 – Comment soutenir la réduction des inégalités et le renforcement du lien social ?	22
Vera Songwe (Secrétaire exécutive, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique)	
François Bourguignon (École d'économie de Paris, PSE)	
Michel Houdebine (Direction générale du Trésor)	
Jean-Pierre Marcelli (AFD)	
Interventions de clôture	25
Thomas Melonio (Directeur exécutif Innovation, Recherche, Savoirs, AFD)	25
Gaspar Frontini (Chef de l'unité ODD, politique et cohérence, DG Coopération internationale et développement, Commission européenne)	27

Discours d'ouverture de Rémy Rioux

Directeur général de l'AFD

La question des inégalités est devenue un sujet central du débat public, tout comme le renforcement du lien social, soutenu par la politique de développement. La présidence française du G7 a choisi de mettre les inégalités à l'ordre du jour et nous souhaitons contribuer à ce chantier avec tous nos partenaires. De plus, l'AFD est ouverte au débat et il nous tenait à cœur de dialoguer avec les chercheurs et tous les acteurs intéressés par la politique de développement. Voilà quelques-unes des raisons pour lesquelles nous avons souhaité mettre au centre des discussions la question des inégalités et du lien social.

MENER DAVANTAGE DE TRAVAUX DE RECHERCHE POUR MIEUX COMPRENDRE LES INÉGALITÉS

À chaque fois qu'elle s'est intéressée aux inégalités, la science économique a connu des développements majeurs. Les travaux de Vilfredo Pareto sur la distribution des revenus l'ont largement montré, tout comme ceux de Simon Kuznets sur la statistique macroéconomique moderne, ou encore ceux d'Anthony Atkinson, grand contributeur de l'élaboration des outils de compréhension des inégalités.

Aujourd'hui, nous avons besoin de mener davantage de travaux de recherche pour mieux mesurer les inégalités et mieux en saisir les causes et les déterminants dans tous les domaines socioéconomiques. L'AFD a conduit ces dernières années plusieurs projets de recherche sur ces questions, en s'intéressant par exemple aux classes moyennes en Côte d'Ivoire, au Brésil, en Turquie et au Vietnam, ou à la cohésion sociale en Afrique du Sud. Ces études ont été menées en partenariat avec des chercheurs de ces différents pays.

De plus, nous mobilisons régulièrement la communauté scientifique à travers la plateforme ID4D ou lors de conférences comme celle-ci, réunissant des chercheurs de tous horizons autour de la table.

TRADUIRE LES LEÇONS DE LA RECHERCHE POUR AGIR AVEC EFFICACITÉ ET DÉTERMINATION EN FAVEUR DE LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

Objectif de développement durable à part entière (ODD 10), la lutte contre les inégalités et pour le renforcement du lien social est l'une des priorités opérationnelles de notre plan stratégique 2018-2022. Nous voulons être une agence « 100 % Accord de Paris », pour préserver les biens communs environnementaux, et « 100% social link », pour que toutes nos interventions contribuent à renforcer la cohésion sociale.

Les enjeux de justice et de lien social entre les générations, entre les territoires, entre les individus et entre les groupes sociaux au sein d'une même population sont l'une des clés d'un développement



économiquement et socialement équilibré. Cela implique de repenser les manières de construire notre action et de mieux accompagner l'élaboration des politiques publiques qui facilitent l'accès aux services et aux biens essentiels, qui soutiennent les opportunités économiques et qui promeuvent les libertés publiques, les solidarités et les droits.

À l'heure où la grande transformation écologique devient incontournable, la question des inégalités doit être reposée avec force. En effet, ces deux questions sont intrinsèquement liées : le climat pose les enjeux de justice dans des termes nouveaux et la qualité du lien social conditionne la réussite de la lutte contre le changement climatique.

AGIR ENSEMBLE POUR AGIR SUR LES INÉGALITÉS EN FAISANT PLATEFORME

Les fonds délégués européens ont représenté pour l'AFD 550 millions d'euros, mobilisés en 2017 dans 38 projets. Aujourd'hui, avec cette facilité pour la recherche, nous disposons de 4 millions d'euros pour mener 20 projets de recherche et, à travers lesquels nous chercherons à identifier les causes des phénomènes qui retardent les transitions.

Il s'agira de travailler avec les centres de recherche des pays du Sud pour faire naître un débat public avisé et porter les enseignements auprès des décideurs et des sociétés. Grâce à des cofinancements systématiques entre centres de recherche et bailleurs, nous dialoguerons avec tous les acteurs pour articuler recherche et action sur les politiques publiques et les projets. À l'échelle européenne, nous travaillerons avec nos homologues et leurs partenaires, et en particulier avec les collègues de la DEVCO, pour construire une vision globale de la lutte contre les inégalités au service du développement durable.

Voilà une illustration de ce qu'est l'AFD, plateforme de la politique française de développement. « Faire plateforme », c'est créer du lien, mettre en avant le savoir-faire de nos partenaires, avoir ce « réflexe partenarial », combiner nos approches, concilier nos points de vue pour créer une vision commune.

Un monde sans inégalités, c'est l'idéal fixé en droit par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Un monde avec moins d'inégalités, c'est ce que les travaux de François Bourguignon, Lucas Chancel, James Galbraith, Branko Milanović ou encore Thomas Piketty décrivent comme un horizon possible au vu des cycles de l'histoire. ◇



Intervention de Stefano Manservigi

Directeur général, DG Coopération internationale et développement,
Commission européenne

Cette conférence constitue une première occasion de travailler avec l'AFD pour orienter notre action grâce à la recherche sur le développement et sur les inégalités. Il s'agit d'une expérience positive, que nous sommes déterminés à poursuivre et à consolider.

Tout d'abord, nous constatons que les inégalités et leurs conséquences posent aujourd'hui un problème majeur dans le monde, dans les pays en développement comme dans les pays développés. La mondialisation a créé beaucoup d'opportunités et a considérablement contribué à la réduction de la pauvreté. Mais les inégalités tendent toujours à s'aggraver, comme le montre l'écart entre le taux de croissance des revenus des individus les plus riches et celui des individus les plus pauvres.

Aujourd'hui, l'Agenda 2030 pour le développement durable souligne l'importance de la réduction des inégalités au niveau mondial, tout comme l'ODD 10. Mais il n'existe pas de mode d'emploi des politiques à mettre en place. À l'échelle européenne, nous travaillons précisément à combler cette lacune. De plus, les ODD doivent être compris ainsi : « *notre problème est leur problème* ». Il est fondamental d'adopter cet angle de vue pour aborder la question des inégalités dans le monde et dans les pays en développement.

En travaillant sur ces questions, l'Union européenne a l'occasion d'envoyer un message indiquant que pour construire un monde plus durable, il convient de renouveler notre approche, de revoir notre modèle, notre société, notre façon de nous intégrer. S'agissant des pays en développement, les indicateurs sont inquiétants : les inégalités sont plus élevées aujourd'hui qu'il y a 30 ans, surtout en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, bien qu'il s'agisse souvent de pays aux revenus moyens et moyens supérieurs. Ce phénomène est dû à plusieurs facteurs : la distribution peu équitable des produits de la mondialisation, le changement technologique, l'accès inégal à l'éducation et aux services de santé, les programmes fiscaux mal conçus et l'évasion fiscale.

Concernant l'impact des inégalités sur la croissance économique, deux études économétriques du FMI ont montré l'existence d'une corrélation : une hausse du coefficient de Gini de 5 points réduit la croissance en moyenne de 0,5 % et une baisse de 10 % des inégalités augmente la durée d'une période de croissance de 50 %. Quant aux impacts sur la pauvreté, une récente étude portant sur les pays subsahariens a montré qu'une réduction du coefficient de Gini de 1 % entraînerait une réduction du taux de pauvreté de 0,5 %.



Dans les pays en développement, les inégalités ne peuvent qu'aggraver les points de faiblesse (manque de résilience, non-respect de l'état de droit, etc.) et augmenter les risques de conflit. Avec le consensus européen pour le développement, un engagement politique commun s'est mis en place autour des ODD. Les États membres et les institutions européennes essaient de traduire ces objectifs en actions. L'Agenda 2030 est un outil pour faire face aux impacts négatifs de la mondialisation et pour s'assurer d'aller au-delà de la croissance en cherchant aussi à réduire les inégalités.

Il est important de travailler ensemble, car l'Europe compte. Pas simplement comme marché unique. Elle compte quand on travaille ensemble. Nous sommes le plus grand fournisseur d'aide publique au développement et cela ne doit pas se limiter à de simples statistiques. L'Europe a un rôle à jouer. À la Commission européenne, nous savons comment faire face aux inégalités à travers les aides budgétaires, l'un de nos principaux outils pour intervenir dans les pays. Nous soutenons le développement d'un environnement macroéconomique stable et d'une fiscalité progressive pour favoriser une croissance durable. Cela permet de mener une politique efficace de mobilisation des revenus nationaux et de redistribuer les revenus de manière plus équitable. Nous souhaitons même aller plus loin avec des contrats sectoriels de soutien aux politiques publiques plus durables, pour contribuer à la lutte contre les inégalités structurelles.

Un autre outil consiste à mobiliser les ressources pour promouvoir la croissance économique. Nous avons lancé un plan d'investissement visant à soutenir les investissements privés pour la croissance durable. Dernièrement, nous avons parlé de l'alliance avec l'Afrique pour un développement et une croissance durables avec la création d'emplois. Les premiers résultats sont positifs. Souvent en partenariat avec l'AFD, nous investissons dans l'énergie, la digitalisation, la gestion des villes, pour promouvoir des PME et faciliter l'accès à des fonds.

Ensuite, il est essentiel d'accroître la lutte contre la discrimination. Les inégalités femmes-hommes sont encore trop importantes et pèsent sur la croissance. Ce phénomène est bien connu des analystes. Cela doit se traduire en projets concrets et devenir l'un des piliers de notre action si l'on veut être crédible et efficace. Nous menons plusieurs initiatives sur ce sujet, dont l'une des plus importantes avec les Nations unies : l'initiative Spotlight lutte contre les violences faites aux femmes à travers le monde.

Notre intervention doit aussi se développer dans les pays à revenus médians. Il ne s'agit peut-être pas d'une priorité immédiate parce que certains ont des taux de pauvreté en baisse, parce que les indicateurs de revenus y sont plus élevés qu'ailleurs et parce que, théoriquement, ils disposent de moyens suffisants pour mener des actions. Mais ces pays, surtout en Amérique latine, sont en transition vers quelque chose de plus durable, et les inégalités contre lesquelles ils luttent sont au cœur de nos programmes, à l'instar d'EUROSociAL, dont certains volets sont mis en œuvre par Expertise France.



L'Agenda 2030, c'est plus d'inclusion. Et c'est l'objectif principal de l'Union européenne. C'est très important du point de vue du développement et cela permet de souligner le fait que les inégalités constituent un phénomène mondial : le fonctionnement de notre société est lié à celui des pays en développement, et investir dans la croissance de ces derniers contribue à la durabilité du monde entier. L'opinion publique doit comprendre qu'elle est connectée à ce que l'on fait là-bas.

Cette année, les Journées européennes du développement seront consacrées aux inégalités, ce qui permettra de disposer d'un temps de réflexion et d'action entre praticiens du développement. Nous devons œuvrer davantage à faire de la lutte contre les inégalités un objectif au cœur de toutes nos actions. Il faut des actions crédibles, pour que nos institutions soient crédibles et que les citoyens observent des résultats concrets. Les inégalités constituent l'une des menaces les plus importantes aujourd'hui pour les démocraties et la crédibilité des institutions est en jeu pour parvenir à capter les espoirs des citoyens.

Le développement ne se résume pas à un simple transfert d'argent ; il permet de contribuer à une politique durable au niveau mondial. En tant qu'Européens, nous avons tout intérêt à travailler ensemble, car cet état d'esprit représente, d'une certaine manière, notre modèle commun. ♦



Discussion-débat :

La croissance peut-elle réduire les inégalités ?

Modération :

Christian CHAVAGNEUX Alternatives Economiques

Gaël GIRAUD Chef économiste, AFD

MESURER LES INÉGALITÉS ET LE LIEN SOCIAL

Il y a tout d'abord la question des données. Elles doivent être harmonisées et il convient de comprendre leur cohérence pour pouvoir observer l'évolution des inégalités. La métrique est aussi fondamentale : d'un système de mesure à l'autre, l'analyse diffère. Par ailleurs, lorsque l'on parle de politiques publiques, nos débats sur l'évolution des inégalités mondiales sont-ils pertinents ? Pour l'AFD, la bonne unité géographique est plutôt nationale puisque, sans gouvernance mondiale, le niveau de la décision est d'abord celui du pays.

Ensuite, les données sont souvent incomplètes dans les pays émergents et en développement, car c'est pas encore possible de tout mesurer. L'AFD essaie de pallier ces manques en collaborant avec les institutions académiques et les instituts nationaux. Elle a ainsi accompagné l'analyse du lien social au sein d'une communauté et développé un indicateur de capacité relationnelle pour en mesurer la qualité à partir de l'analyse de trois dimensions : la capacité des acteurs à se relier à des réseaux, leurs relations immédiates personnelles et leur niveau d'engagement positif en faveur de sujets d'intérêt collectif. Les enquêtes de terrain tendent à montrer que si les inégalités de revenus ou de statuts augmentent trop, le lien social se déchire, faisant chuter cet indicateur de capacité relationnelle. Ainsi, à la question « *comment mesurer la qualité du lien social ?* », cet indicateur apporte une réponse possible.

CHANGEMENT CLIMATIQUE, CROISSANCE ET AGGRAVATION DES INÉGALITÉS

Les plus pauvres sont généralement les premières victimes du dérèglement climatique. Or, ils sont les individus qui émettent le moins d'équivalent CO₂. Par ailleurs, l'acceptabilité sociale des mesures associées à la transition énergétique dépend fortement des inégalités. Aujourd'hui, la communauté scientifique doit probablement aider la puissance publique à prendre le tournant de la taxe carbone. Il n'est pas immédiatement évident d'associer réduction des inégalités et réduction des émissions de gaz à effet de serre. Selon certains calculs, dans une société totalement égalitaire, la moyenne

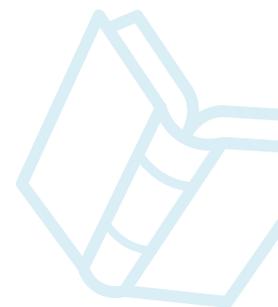
des émissions serait juste sensiblement inférieure à celle constatée aujourd'hui. Plus que de réduire les inégalités, l'enjeu est d'apprendre la sobriété heureuse aux 22 % d'individus dont les revenus sont supérieurs aux revenus moyens. Cela ouvre la perspective d'une société post-croissance. Au niveau mondial, selon l'équation de Kaya ¹, si le revenu par tête continue d'augmenter, l'équation climat-inégalités deviendra très compliquée à résoudre.

Mais une autre objection apparaît très vite (voir Thomas Piketty) : une croissance trop faible fait aussi exploser les inégalités. L'AFD mène un vrai débat empirique et analytique sur ce sujet. Le modèle GEMMES, partagé avec des pays en développement, indique qu'il est possible d'avoir une croissance faible sans explosion des inégalités.

RÉFLEXION SUR LA GESTION DES COMMUNS

Au-delà de la promotion du lien social effectuée sur le terrain, comment organiser des communautés pour prendre soin ensemble de ressources rares ou qui se raréfient ? L'expérience montre que la privatisation ne fonctionne pas, et pas mieux que la gestion par la puissance publique. En revanche, la gestion par une communauté urbaine, éventuellement déshéritée, fonctionne très bien, surtout lorsque les femmes ont un rôle de premier plan.

Quelles sont les conditions de possibilité pour que des personnes gèrent en commun des ressources de manière plus ou moins égalitaire ? Des variantes de la microéconomie et de la théorie des jeux standard donnent des réponses intéressantes. John E. Roemer propose ainsi de remplacer l'équilibre de Nash par l'équilibre kantien. Il énonce qu'à l'intérieur d'une logique et d'une rationalité égoïstes, il est possible d'être un peu plus malin : dévier et ne pas obéir au mauvais équilibre de Nash peut amener d'autres à en faire autant. Reste alors à prendre en compte, dans cette déviation, l'impact sur soi de la déviation potentielle des autres. Dans ce cas, il est possible de résoudre théoriquement le problème du climat et celui des biens communs pour avancer vers une société égalitaire. ♦



¹ L'équation de Kaya relie les émissions anthropiques de dioxyde de carbone (CO₂) à des paramètres démographique, économique et énergétique.

DU CHOIX DE CROÎTRE OU DE NE PAS CROÎTRE POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

Celles et ceux qui travaillent sur les inégalités ont tendance à négliger l'importance de la croissance. Or, celle-ci joue un rôle non négligeable, car la plupart des inégalités globales sont réduites par la croissance des pays pauvres. Par ailleurs, elle est tout aussi importante dans les pays développés. L'idée de décroissance omet la question des différences de revenus entre les pays et entre les individus. Si, théoriquement, un pays riche peut décroître, le fait de décroître ou de ne pas croître est impossible à accepter dans un pays pauvre.

La relation entre croissance et inégalités est l'une des plus étudiées en économie. A priori, il s'agit d'une relation positive : de grandes inégalités permettent une croissance élevée, et donc des profits à investir. Cela revient à défendre les inégalités à des fins de croissance. Il s'agit pourtant d'une situation peu naturelle de demander aux riches de ne pas dépenser à titre personnel mais d'investir.

Dans les années 1980, la recherche sur la relation entre croissance et inégalités a été abandonnée, car trop peu de données microéconomiques étaient disponibles. Récemment, on a commencé à désagréger ces deux phénomènes. C'est-à-dire que l'on étudie la croissance par tranche de population, et par ailleurs, on décompose les inégalités, car celles du sommet sont différentes de celles de la base. Cela permet de montrer que les inégalités ont un rapport positif avec la croissance future des riches et négatif avec celle des pauvres. Les pauvres, en quelque sorte exclus de la société, voient donc leur croissance diminuer avec la hausse des inégalités, tandis que les riches investissent et augmentent leurs revenus en parallèle. On renverse alors la relation primitive entre croissance et inégalités, que l'on pensait positive.

INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ET INÉGALITÉS DE POUVOIR

Se pose à présent la question suivante : est-ce que ces inégalités et cette capacité ou incapacité de participer à la société se transmettent d'une génération à l'autre ? Dans les pays les plus inégaux, on remarque une plus grande persistance des inégalités intergénérationnelles. Cela veut dire que laisser les pauvres de côté ne leur permet pas de devenir plus riches à terme. Leur non-participation est une perte pour la société. En outre, cela signifie qu'il n'existe pas d'égalité des chances entre les générations.

Sur le plan politique, les riches ont bien plus de pouvoir et ils savent l'utiliser à leur avantage. Ils conservent ainsi cette position de supériorité en excluant les autres, autant que possible, de la vie politique. Or, dans les démocraties, tous les individus devraient théoriquement avoir le même pouvoir. Ce déséquilibre crée une sorte d'instabilité sociale qui pousse les riches, incertains de parvenir à conserver leur pouvoir, à investir moins. Il est donc faux de croire que la croissance permettra, à terme, de réduire les inégalités.

Concernant les pays en développement, il importe d'encourager une inscription plus poussée encore dans la mondialisation. Dans le passé, se développer n'était possible qu'en se séparant pour ne pas rester uniquement producteur de matière première. Depuis 20 ans, les pays intégrés dans la chaîne de valeur mondiale sont ceux qui prospèrent. Participer à la mondialisation semble incontournable. ♦

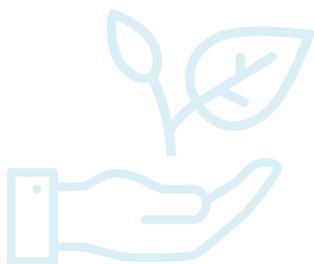


Table ronde 1

Comment les modèles de développement prennent-ils en compte la question des inégalités et du lien social ?

Modération :

Christian CHAVAGNEUX Alternatives Economiques

Participants :

Alicia BÁRCENA Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes – CEPALC

James GALBRAITH The University of Texas at Austin

Nizar BARAKA Conseil Economique et Social et Environnemental, CESE – Maroc

Les inégalités posent la question du partage de la croissance et des dynamiques de développement. Observer les évolutions des inégalités au niveau mondial, comme au niveau des régions du monde, et les mettre en parallèle avec les tendances macroéconomiques historiques permet de comprendre ces corrélations. Les intervenants de cette table ronde s'accordent sur le fait que les inégalités sont néfastes socialement et que la puissance publique doit se saisir de cette question pour favoriser un développement partagé par le plus grand nombre. Si tel n'est pas le cas, contrairement à ce qui semble évident, le ralentissement concernera l'ensemble des composantes de l'économie et le développement s'en ressentira.

LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS COMME FACTEUR DE CROISSANCE

L'égalité est un indispensable moteur de croissance : « *La réduction des inégalités est nécessaire pour accélérer la croissance et assurer sa soutenabilité dans le temps.* » (N. Baraka) De plus, « *en investissant dans une politique universelle d'inclusion sociale, il est possible d'émanciper la jeunesse* » : on peut alors envisager de grandes avancées pour demain en matière d'innovations, d'environnement et de nouveaux modèles économiques (A. Barcena). Encore faut-il être prêt à financer cette politique.

LES INÉGALITÉS RALENTISSENT LA CROISSANCE

D'un point de vue purement économique et pratique, les inégalités sont économiquement contre-productives. « *À long terme, les investissements sont découragés dans les sociétés très fortement inégalitaires* », car la productivité y est souvent faible (A. Barcena). De la même manière, en économie orthodoxe, il faut un marché du travail souple pour faire face au chômage, mais le taux de chômage

est moindre dans les pays qui ont une structure salariale plus égalitaire (J. Galbraith). Les pays à bas revenus et aux sociétés les plus inégalitaires ont donc du mal à dépasser le modèle du pays exportateur aux bas salaires (A. Barcena). En effet, *« l'inégalité entraîne la migration économique, la recherche d'emploi et un chômage chronique »* (J. Galbraith).

DES INÉGALITÉS AUX FRACTURES

Plus que d'inégalités, on peut parler de fractures (sociale, territoriale, technologique et climatique), et ces fractures sont elles-mêmes génératrices de frustration et de crises (N. Baraka). *« Cela se traduit par la conviction d'une impuissance des gouvernants à pouvoir faire face à la réduction des inégalités. »* (N. Baraka) Inévitablement, de tels climats de défiance sont source d'instabilité. Or, depuis des années, l'instabilité, réelle ou perçue, est l'une des causes majeures du manque d'investissements dans les pays en développement.

De plus, il faut prendre en compte le fait que les institutions génèrent *« une sorte de ségrégation et de culture du privilège qui normalise les inégalités, la hiérarchie, la normalité et l'inégalité des chances »* (A. Barcena). Ces échecs et résistances à réduire les inégalités conduisent au *« retour des programmes conservateurs en raison de la corruption et du défaut d'institution, piège de la désillusion dans les pays inégalitaires »*. (A. Barcena) *« Il faut refondre la gouvernance institutionnelle pour qu'elle puisse montrer sa capacité à faire face à ces problématiques des inégalités. »* (N. Baraka)

Aujourd'hui, selon Oxfam, 1 % de la population mondiale détient 50 % des richesses et en 2017, 1 % des plus riches a concentré 82 % des richesses produites. Mais ce type d'informations sur la distribution des revenus et la captation des valeurs reste assez peu disponible : *« Les gouvernements n'ont pas de mesure standardisée de la répartition de la croissance entre les groupes de patrimoine et les enquêtes sous-représentent l'évolution des inégalités et représentent assez mal ce qui se passe au sommet de la distribution des revenus. »* (L. Chancel)

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT

Les investissements publics permettent pourtant de casser la culture des privilèges et de créer une société plus égalitaire : *« Cela a un impact sur les revenus d'avenir »* (A. Barcena). Ainsi, les écarts structurels de revenus entre les pays d'Amérique latine et les pays de l'OCDE sont bien plus grands après l'impôt qu'avant, signe que les pays de l'OCDE ont fait le choix de l'investissement public (A. Barcena).

Pourtant, l'action sur les inégalités ne suffit pas non plus à encourager le développement : *« Au Maroc, depuis 15 ans, le revenu par habitant a augmenté, la pauvreté a baissé, l'indice du Gini est corrigé, mais les inégalités ont continué à se creuser au niveau des territoires, des opportunités, de la mobilité sociale. »* (N. Baraka)

La budgétisation doit se faire au regard de la lutte contre les inégalités et il faut alors *« remettre à plat les avantages accordés et revoir l'ensemble des politiques fiscales, budgétaires, financières »* (N.

Baraka). Il s'agit avant tout d'une question de justice, mais les politiques de réduction des écarts permettent aussi « *une meilleure acceptabilité sociale des réformes nécessaires au développement du pays* » (N. Baraka). Dans ce domaine, « *l'Indonésie montre l'exemple avec une hausse du prix des énergies fossiles. Cet argent est investi dans la protection sociale, la hausse des dépenses de santé, d'éducation et de transfert aux plus modestes.* » (L. Chancel)

INÉGALITÉS ET ÉCONOMIE MONDIALISÉE

« *Instinctivement, l'inégalité est perçue comme un problème de politique nationale, mais la dimension mondiale est fondamentale.* » (J. Galbraith) En effet, il s'agit d'un élément clé dans la lutte contre les inégalités, car « *le modèle de développement mondialisé a poussé les inégalités à leur extrême* » (N. Baraka).

« *S'attaquer aux inégalités au seul niveau régional n'est donc pas suffisant puisque les interactions économiques internationales en sont une des causes principales.* » (J. Galbraith) En croisant l'histoire économique récente et les données sur les inégalités, comme celles réunies par le Laboratoire sur les inégalités mondiales, on voit que la libéralisation financière mondiale a entraîné la hausse des inégalités depuis 30 ans. Toutefois, en comparant les trajectoires indienne et chinoise, par exemple, on observe qu'« *il y a des trajectoires divergentes dans le panorama général de hausse, qui montrent qu'il est possible d'avoir une croissance plus égalitaire* » (L. Chancel).

« *Les pays comme la Chine peuvent fixer leur propre cap, tandis que les petits pays rencontrent plus de difficultés, peut-être doivent-ils s'associer. À moins de chercher à réformer le système mondial.* » (J. Galbraith) Ce qui est une possibilité, si l'on considère qu'« *il ne sera pas possible de bien avancer et bien mesurer les politiques budgétaires sans ces mesures standardisées de répartition de la croissance* » (L. Chancel). ♦



Table ronde 2

Comment l'émergence des classes moyennes a-t-elle un impact sur les inégalités et la cohésion sociale ?

Modération :

Clea CHAKRAVERTY The Conversation

Participants :

Murray LEIBBRANDT University of Cape Town

Gisela NAUK Commission Economique Pour l'Asie Occidentale – CESAO

Shanta DEVARAJAN World Bank Group

Il est communément admis que les classes moyennes contribuent largement au développement. En réalité, pour les intervenants de cette table ronde, si les dynamiques qui traversent les classes moyennes sont sans nul doute un signe des dynamiques globales de la société, il n'est pas garanti qu'elles contribuent directement et volontairement au développement et à l'amélioration de l'accès aux biens et aux services essentiels. Parfois, elles vont jusqu'à court-circuiter un service public qui ne donne pas satisfaction et à lui substituer un service privé qui répond plus directement à leurs besoins. Parfois, à l'inverse, leurs révoltes bénéficient à tous et sont la preuve que le nombre fait la force quand il s'agit de se faire entendre.

CLASSES MOYENNES, DE QUI PARLE-T-ON ?

« En parlant de classe moyenne émergente, les premiers mots qui viennent sont privilégiée, sous pression et désorientée. » (G. Nauk) « Mobilité, stabilité et progressisme » peuvent aussi définir ces groupes qui se situent entre le 40e et le 80e percentile de richesse (M. Leibbrandt). La classe moyenne, ou les classes moyennes, sont aussi et surtout une « force de transformation dans la société, s'il y a des fondations économiques » (M. Leibbrandt). Cela en fait justement un repère du progrès socioéconomique global : « la réussite de la classe moyenne indique la réussite de la société en général » (M. Leibbrandt).

En Afrique du Sud, le rêve post-apartheid visant à transformer la société pour assurer un meilleur avenir aux enfants de la classe moyenne ne s'est pas réalisé : « la classe moyenne est très réduite et 50 % de [celle-ci] est noire et sous-représentée » (M. Leibbrandt). Dans les pays du Moyen-Orient, à l'opposé, les classes moyennes sont engagées dans l'économie formelle, principalement dans les services publics, et représentent 50 % de la population. « Elles sont proches des décisions, sont

éduquées et ont la sécurité de l'emploi, des salaires pas si bons, mais une couverture sociale assez générale. » (G. Nauk)

DÉFINIR LE CONTRAT SOCIAL, LE RÔLE DE L'ÉTAT

Il est de moins en moins possible que le secteur public soit l'employeur principal. « *La croissance démographique a eu un impact sur tout le système ; on ne peut pas employer tout le monde dans le public et le secteur privé ne peut pas fournir ces emplois.* » (G. Nauk) Dans un contexte de plan de transformation, comme en Arabie saoudite, l'État soutient le secteur privé pour qu'il puisse prendre le relais de l'emploi public. « *Mais d'où viendront les emplois dans le secteur privé, quand les gouvernements seront pris en otage par des élites qui maintiennent des monopoles dans leur pays, ce qui empêche la croissance et la compétition dans le secteur privé ?* » (S. Devarajan)

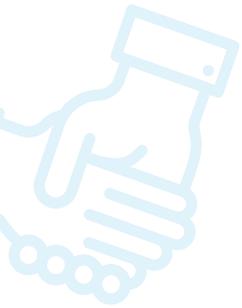
« *L'État doit se réinventer pour jouer son rôle dans l'organisation des infrastructures, de l'éducation, de la santé et des services sociaux.* » (M. Leibbrandt) Par exemple, le premier salaire minimum national a été promulgué fin 2018 en Afrique du Sud : « *Il reflète la volonté de faire quelque chose pour réguler le marché du travail formel, qui est l'un des plus inégalitaires du monde sur le plan salarial.* » (M. Leibbrandt) Mais ce type d'approche du filet de sécurité préserve « *la division entre les secteurs formel et informel, et crée des différences et des inégalités de pouvoir au sein de la société, différences qu'il faut dépasser* » (G. Nauk).

RÉFORME DES SERVICES PUBLICS

S'il y a une privatisation des services sociaux, il faut une réglementation forte, car « *l'organisation de la fourniture de biens publics au sein de la société est fondamentale ; les infrastructures sont des éléments clés dans le débat sur la cohésion sociale* » (G. Nauk). Mais le secteur privé, les écoles, les hôpitaux ne concernent pas forcément tous les groupes. On en revient à la dichotomie du monde du travail, formel et informel : les services de la société sont organisés par et pour la classe moyenne. « *Les problèmes de subvention ciblent les populations pauvres, mais les services sociaux, d'une façon générale, sont distribués de manière horizontale.* » (G. Nauk) « *L'école privée émerge par frustration du manque de qualité de l'école publique. Ce n'est donc pas une décision politique.* » (S. Devarajan)

ATTENTES ET INSATISFACTIONS DES CLASSES MOYENNES

Dans le domaine de la pauvreté, plus encore que pour le développement et la réduction des inégalités, « *la classe moyenne fait plus dans la prévention que dans la correction* » (G. Nauk). Entre 2000 et 2010, au Moyen-Orient et en Afrique, la croissance a atteint 4 à 5 % et la pauvreté a diminué de 3 %, mais la distribution des revenus n'a pas été forte. « *Les revenus des 40 % des individus les plus pauvres ont crû dans la moyenne et pourtant, il y a eu des révolutions dans quatre pays.* » (S. Devarajan)



« *Les bas salaires, les emplois à faible valeur ajoutée, permettent de sortir de la pauvreté.* » (G. Nauk)
Mais que faire de la main-d'œuvre qualifiée ? Les printemps arabes s'expliquent en partie ainsi : les classes moyennes nombreuses n'ont pas obtenu ce qui leur était promis par le contrat social, leurs enfants éduqués ont connu le chômage, et elles ont exigé plus de stabilité sociale (S. Devarajan). Or, pour cela, il faut des systèmes d'assurance et d'assistance sociale (G. Nauk).

On peut ajouter que, selon l'indice de satisfaction de vie du World Happiness Report, les populations les plus négatives au monde se situent en Afrique et au Moyen-Orient et sont entre les 40e et 80e percentiles : « *ils sont plus négatifs sur leur vie que les 40 % les plus pauvres* ». Dans ces régions, on note un taux d'emploi public en baisse et un fort taux de chômage des classes éduquées. Leurs espoirs d'avenir ont été anéantis, ces groupes se sont révoltés et, dans certains endroits, les mouvements sociaux continuent (S. Devarajan). ♦

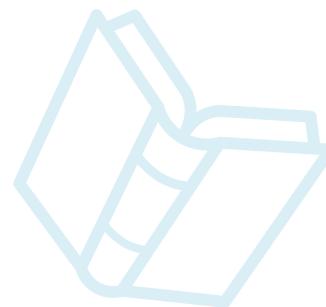


Table ronde 3

Comment le lien social est-il façonné par les inégalités perçues ?

Modération :

Sylvain BOURMEAU France Culture

Participants :

Frances STEWART University of Oxford

Alice EVANS King's College

Farida El KALAGY Banati Foundation

La question de la cohésion sociale et celle des inégalités sont souvent traitées ensemble par la recherche. Plus que les inégalités, c'est leur perception qui est l'une des clés pour analyser la cohésion sociale. Résignation, manifestations ou ruptures, les populations peuvent réagir de différentes manières. « *Face aux inégalités, il existe trois possibilités : ne rien faire, promouvoir la redistribution ou trouver un bouc émissaire et se tourner vers l'extrême droite.* » (A. Evans) Les trois intervenants s'accordent à dire que les politiques publiques doivent se saisir des inégalités et entendre les demandes, car fermer les yeux n'est pas sans risque pour les sociétés et pour le lien social. Les exigences de changement se taisent rarement dans le calme quand elles ne sont pas entendues.

LA PERCEPTION DES INÉGALITÉS COMME MOTEUR DE L'ACTION ?

Plus que les inégalités objectives, les inégalités perçues influent sur les comportements des populations. « *Les gens agissent sur la base de leur perception et pas forcément de la situation objective.* » (F. Stewart) Cela dit, « *quelles que soient les perceptions, il est important de reconnaître que les inégalités objectives sont extrêmement injustes* » (F. Stewart).

« *Toutes les idées que l'on a peut-être intériorisées* » tendent à normaliser les inégalités (A. Evans) : l'incompétence supposée des femmes, le nonaccès à l'éducation des populations autochtones en Amérique latine, etc. « *Ces idées reçues peuvent renforcer les inégalités. On pense alors qu'elles sont acceptées collectivement* » (A. Evans), et plus personne ne fait rien contre ni ne les perçoit encore comme des problèmes. « *Il y a une sorte d'acceptation tacite du statu quo.* » (F. El Kalagy) « *Il faut aussi constater que les gens sont piégés dans leur position.* » (F. Stewart)

JUSTIFIER DE NE PLUS S'INDIGNER OU SE RÉVOLTER

Face aux inégalités, perçues et objectives, « *la question de fond est de savoir comment les gens réagissent* » (F. El Kalagy). Le problème est que ceux-ci « *ont tendance à s'agglomérer avec ceux qui sont comme eux et perdent un peu conscience des autres* » (A. Evans). Typiquement, « *le visage de la pauvreté est symbolisé par un petit Africain, il y a alors une perte de sympathie et l'on arrête d'exiger le changement* » (F. El Kalagy).

Par ailleurs, l'individualisation joue sur la capacité ou incapacité à se révolter. « *C'est un phénomène assez pernicious qu'il faut comprendre.* » (F. Stewart) Au XIXe siècle, la classe ouvrière européenne était défavorisée, mais très homogène. « *Elle a pu se forger une identité collective, se regrouper en syndicats et agir pour la réduction des inégalités.* » (F. Stewart) Aujourd'hui, l'individualisation et l'atomisation de la société sont le fruit conjoint de l'urbanisation et du néolibéralisme (F. El Kalagy).

DE L'IMPORTANCE DE PENSER LE CHANGEMENT POSSIBLE

Il ne faut pas seulement ouvrir les yeux, « *il faut croire que le changement est possible* » (A. Evans). La capacité de mobilisation dépend en partie de la croyance en la réussite de telle ou telle action. « *Si on a peu et qu'on pense que le gouvernement ne fera rien ou ne pourra rien faire, on se terre.* » (A. Evans) Toutefois, cette logique constitue un cercle vicieux, car « *les politiques publiques qui pourraient traiter cela ne le font pas, peut-être parce que personne n'élève la voix* » (F. Stewart). D'un autre côté, « *le manque de mesures protectrices et de volonté politique renforce les inégalités* » (F. El Kalagy) et « *la crise actuelle de légitimité des politiques est liée à l'augmentation des inégalités* » (F. Stewart).

En Amérique latine, les inégalités ont atteint des niveaux très importants : « *les gens sont descendus dans la rue et ont commencé à remettre en cause ce statu quo* » (A. Evans). Depuis, le collectif reprend le dessus. « *Le changement de dynamique, ces démarches laissent place à l'espoir.* » (A. Evans) En ce sens, le partage des expériences est essentiel pour que les peuples s'inspirent les uns des autres, mais « *s'il est difficile d'effectuer des changements sans volonté politique, cela s'avère tout aussi compliqué sans la volonté du peuple, puisqu'il choisit ses représentants* » (F. El Kalagy).

BESOIN D'ENGAGEMENT POLITIQUE

Aujourd'hui, ignorer les inégalités et ne pas intervenir politiquement, « *c'est ne pas comprendre que ces inégalités finiront par se retourner contre tous* » (F. El Kalagy). Car il faut bien considérer que quand ils élèvent la voix et manifestent contre une inégalité, « *les gens ne veulent pas juste être entendus, ils veulent des actions* » (F. Stewart).

La question du pouvoir est fondamentale à tous les niveaux : « *Les ONG sont importantes, mais cela ne suffit pas. Non seulement il y a une responsabilité des gouvernements, mais il y a aussi une responsa-*

bilité internationale à ne pas accepter le niveau actuel des inégalités. » (F. El Kalagy)

En effet, les plus grandes inégalités dans le monde ne sont pas au sein d'un même pays, mais entre les pays. Les comptes doivent être faits au niveau international : il faut notamment « *augmenter la responsabilité des entreprises et réduire les risques d'atteinte aux droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement des multinationales* », comme cela se fait en Suisse actuellement, et comme cela pourrait se faire en France (A. Evans). En effet, les politiques nationales sont fondamentales, mais « *certaines des inégalités doivent être combattues à l'échelle mondiale, avec notamment la fiscalité des grandes entreprises et le combat contre l'évasion fiscale* » (F. Stewart).

LE REMPART DE LA COHÉSION SOCIALE

En matière de cohésion sociale, il importe de prendre en compte les inégalités, la confiance et l'identité : le problème réside bien dans le fait que la cohésion sociale ne relève pas que « *d'égalité entre les groupes, mais d'un besoin de respect entre les groupes* » (F. Stewart). Les inégalités entre les groupes atomisent la société et génèrent encore d'autres inégalités : « *s'il y a beaucoup d'inégalités, cela renforce l'identité, et les gens se regroupent pour lutter contre un autre groupe* » (F. Stewart). Mais il reste des raisons de croire à un monde meilleur : « *les gens se mobilisent, le pouvoir cède, c'est toujours une lutte continue et conflictuelle* » (A. Evans).

Et les enjeux sont mondiaux : « *il faut se préparer à s'attaquer à l'inégalité mondiale, parce que c'est la plus grande. Il faut gérer l'émission de carbone, accueillir les migrants dans les communautés* » (A. Evans). Le manque de solidarité sur les questions liées à l'environnement est terrible, car il s'agit d'un sujet majeur « *qui exige de la solidarité entre les pays et de la solidarité avec les générations futures* » (F. Stewart). ♦



Table ronde 4

Comment soutenir la réduction des inégalités et le renforcement du lien social ?

Modération :

Didier POURQUERY The Conversation

Participants :

François BOURGUIGNON Paris School of Economics

Michel HOUDEBINE Direction générale du Trésor

Jean-Pierre MARCELLI Directeur de la Direction des Operations – AFD

Vera SONGWE Secrétaire exécutive, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique

Les inégalités sont multidimensionnelles. Dans les pays en développement, émergents et développés, les mécanismes qui les génèrent sont les mêmes, et les leviers pour les réduire répondent aux mêmes politiques publiques. Le lien social est mis à mal quand les inégalités perçues sont trop fortes, mais aussi quand les politiques publiques, notamment encouragées par les acteurs du développement, ne prennent pas assez en compte l'existant à préserver. Par ailleurs, les intervenants s'accordent à dire que la croissance et la redistribution des fruits de celle-ci sont les leviers majeurs à utiliser pour s'attaquer aux inégalités. Enfin, à tous les niveaux d'action ou d'intervention, il est essentiel de ne pas nuire : « *Pour préserver le lien social, il faut ne pas le détruire et ne pas accélérer les phénomènes de rupture des contrats sociaux.* » (J.-P. Marcelli)

COMPRENDRE POUR INTERVENIR

Les inégalités les plus évidentes et les plus analysées sont les inégalités de revenus. Pourtant, ce ne sont pas nécessairement celles qui ont le plus d'impact sur la vie des populations : « *l'inégalité qui compte est celle du potentiel de revenus* » (F. Bourguignon), qui est sœur de l'inégalité des chances. Car sans capacité à générer des revenus, le potentiel de croissance n'augmente pas. Or, « *avec la baisse de la croissance en Afrique, les gens souffrent, retombent dans la pauvreté, et les inégalités sont particulièrement affectées* » (V. Songwe).

Les inégalités peuvent s'entendre dans trois dimensions, ce qui conduit à des analyses différentes. Ainsi, en prenant en compte les inégalités de revenus, d'opportunités ou territoriales, on n'obtient pas la même image d'un pays développé. De même, « *à qualification identique, il arrive que des inégalités existent selon l'employeur* » (M. Houdebine). Pour ce qui est des pays en développement, cette grille d'analyse peut être croisée avec d'autres, qui décrivent des mutations plus profondes, qu'elles



soient démographiques, écologiques ou territoriales. « Elles génèrent des opportunités qu'il faut saisir pour être des incubateurs de solutions et pour compenser les effets négatifs, car dans ces transformations résident de forts potentiels d'inégalités. » (J.-P. Marcelli)

LA REDISTRIBUTION EST L'UNE DES CLÉS POUR REDRESSER LES INÉGALITÉS

Pour remédier aux inégalités de revenus, des chances et territoriales, l'une des clés est la redistribution : « Il faut redistribuer en prélevant de façon progressive une certaine masse fiscale, pour investir dans le capital humain et dans les infrastructures, notamment au bénéfice des populations les plus pauvres. » (F. Bourguignon) L'impôt et la redistribution bien organisés et compris sont un pas vers un peu plus de cohésion sociale. Cela dit, on peut envisager de prélever des ressources « tout en limitant l'impôt sur les sociétés à un ordre de grandeur de 10 à 20 % pour financer un tel programme » (M. Houdebine). Par ailleurs, en matière de financement du développement, il convient d'être vigilant : quand les politiques publiques sont financées avec moins d'impôt prélevé que d'aides extérieures à l'État, « les populations n'ont pas l'impression d'avoir contribué et les États se sentent moins redevables envers les citoyens quant aux politiques mises en œuvre » (F. Bourguignon). En matière de développement, « la question de la fiscalité redistributive est un élément de justice et d'égalité essentiel » (J.-P. Marcelli). De la même manière, « diminuer la pauvreté, c'est prendre aux uns pour donner aux autres » (F. Bourguignon).

LA POLITIQUE PUBLIQUE POUR FAVORISER LA COHÉSION

Différents leviers de politiques publiques peuvent être actionnés pour enrayer les dynamiques des inégalités. On peut envisager de progresser sur cinq champs : « le capital humain, les amortisseurs sociaux, la diffusion des progrès techniques, le développement local et la mobilité, la coopération internationale » (M. Houdebine). L'éducation et la formation professionnelle sont des solutions reconnues pour résorber les inégalités de chances entre les citoyens : dans une perspective mondiale de lutte contre les inégalités et pour le développement durable, « investir dans la jeunesse est indispensable » (J.-P. Marcelli). Si les secteurs sociaux sont fondamentaux, « il est aussi important d'investir dans les infrastructures qui vont permettre d'améliorer la croissance du pays » (F. Bourguignon). Lors de la mise en œuvre de politiques publiques ciblées contre les inégalités, « il faut être conscient que cela prend beaucoup de temps » (M. Houdebine), mais aussi retenir que « préserver la cohésion sociale, c'est aussi lutter contre l'inégalité horizontale, celle de groupes traités différemment par le marché du travail ou celui du crédit, et pour lesquels la loi est souvent le seul recours » (F. Bourguignon). L'intervention publique est indispensable pour redresser les biais des marchés. Mais malgré les potentiels d'efficacité de ces politiques, « l'économie politique empêche leur mise en œuvre et les élites les bloquent pour des motivations de court terme » (F. Bourguignon). C'est en partie pour cela que « chaque fois qu'elle le peut, l'AFD appuie des politiques transformationnelles, mais il faut toujours du temps et beaucoup de courage politique » (J.-P. Marcelli).

LA CROISSANCE PARTAGÉE POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

La croissance du PIB n'est pas complètement synonyme de réduction des inégalités, mais elle y contribue. Notamment si l'on s'assure « *que le bas de l'échelle participe au processus de croissance avec des programmes efficaces* » (V. Songwe). C'est pourquoi les acteurs de l'aide au développement doivent se constituer en accélérateurs des dynamiques de croissance, pour « *faire en sorte que ceux qui sont dans le besoin en profitent et maximisent leurs revenus* » (J.-P. Marcelli).

De plus, « *la perception des inégalités est très liée au processus de croissance des revenus* » : l'inégalité des chances diminue avec le fait qu'il y ait un peu plus d'opportunités pour tout le monde. « *Proposer une dynamique à chacun est donc une question clé pour résoudre la perception des inégalités.* » (M. Houdebine) Cette dynamique réside peut-être en partie dans les communs dont l'AFD défend le concept, et qui visent « *à préserver les biens partagés et à maintenir un collectif pour assurer une gestion et un bénéfice partagés* ». Cela constitue une réponse possible à la question de la réduction des inégalités, en vue d'atteindre une croissance plus équitable. ♦



Intervention de clôture de Thomas Melonio

Directeur exécutif Innovation, Recherche, Savoirs, AFD

DE L'ÉVOLUTION DE LA RECHERCHE SUR LES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT

L'AFD dispose d'une équipe de recherche depuis le début des années 2000. La première grande conférence avait porté sur les inégalités dans le cadre des OMD, essentiellement selon une vision nord/sud et un angle d'attaque portant sur le lien entre croissance et sortie de la pauvreté. Cette vision du monde était peut-être plus caricaturale avec des pays riches plus riches, des pays pauvres plus pauvres et des pays à revenus intermédiaires sans doute moins nombreux.

Aujourd'hui, les questions abordées portent plutôt sur les inégalités au sein des pays que sur celles existant entre les pays. D'une certaine manière, les premières peuvent être plus politiquement explosives. La richesse excessive du voisin peut sembler plus scandaleuse que la richesse d'un citoyen d'un autre pays, même proche. Cette question est devenue l'un des fils conducteurs de nos travaux.

BILAN DES DÉBATS

Avec la question de la croissance – la dernière table ronde l'a évoqué –, on a aussi observé une contestation, une destruction du lien social, un développement de l'individualisme. La question avait été abordée en 2017 lors de la conférence AFD sur les communs. S'il s'agissait, dans les années 2000, d'une thématique encore négligée, elle devient aujourd'hui plus forte. Les inégalités femmes-hommes ont également été évoquées pour envisager la manière dont les politiques de développement pouvaient les aborder.

Ces tables rondes ont par ailleurs permis à de nouvelles réflexions d'émerger sur la question des inégalités perçues et des inégalités anticipées. Dans certains cas, la violence de la société peut s'appuyer non pas sur la réalité des inégalités, mais sur l'immobilité sociale et sur la conscience du fait que rien ne change. Elles sont d'autant plus insupportables que les inégalités perçues aujourd'hui et anticipées pour demain sont très fortes.

Autre sujet majeur, la question des inégalités relatives par rapport aux inégalités absolues se pose de manière plus prégnante dans les processus de développement. Lors d'une phase de croissance, si les rapports de revenus relatifs sont inchangés, les rapports absolus changent. Dans la période actuelle, ce sont davantage les inégalités absolues qui posent question, en particulier entre pays, car les inégalités sont strictement relatives. Cela plaide en faveur de l'innovation ou de la mise en valeur de critères tels que le Gini absolu.

L'ÉVOLUTION DES QUESTIONS DE RECHERCHE DOIT IMPACTER LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT

En 15 ans, les questions ont changé, et cela implique que les pistes opérationnelles des acteurs du développement changent. On note ainsi de nombreux questionnements nouveaux, par exemple, sur le développement de la protection sociale pour réduire les inégalités et les vulnérabilités des populations les plus pauvres en cas de choc. Reste la question de la capacité des États à faibles revenus. J'ai été récemment frappé par des papiers montrant que la protection sociale fonctionnait moins bien dans les pays en développement que dans les pays développés, essentiellement en raison de leur incapacité à s'occuper des populations les plus vulnérables.

Les enjeux d'éducation ont également été évoqués à plusieurs reprises. Par rapport au paradigme des OMD qui visait plutôt l'accès aux biens et aux services essentiels, les questions de qualité de l'éducation et d'adéquation avec le marché du travail ont pris de l'ampleur aujourd'hui. Ces 15 dernières années, en effet, si l'on a observé une massification de l'éducation, on note aussi malheureusement une dégradation de la qualité de service, en particulier dans le secteur public. Cela pose la question du développement, parfois sauvage, de l'éducation privée, mais aussi de la désespérance des enfants et des adolescents éduqués par le service public. Les conséquences politiques ne sont pas anodines. Je crois qu'il s'agit là d'un appel très fort aux gouvernements comme aux agences et aux banques de développement : nous devons nous réformer et mettre davantage la qualité des services au cœur des politiques publiques.

POUR APPUYER EFFICACEMENT LA CONSTRUCTION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Ce n'est pas le seul appel que nous devons entendre : d'une manière générale, les politiques publiques doivent être plus efficaces, notamment concernant les fiscalités et la redistribution. François Bourguignon nous a interpellés par exemple sur l'évolution nécessaire d'un modèle de taxations et dépenses vers un modèle d'investissement, pour que l'argent public rare et difficile à mobiliser dans l'économie informelle, serve à investir dans les politiques publiques davantage pour prévenir les inégalités de demain que pour simplement réduire celles d'aujourd'hui.

Se posent évidemment les questions des suites, des réformes, des dialogues de politique publique. Nous devons d'abord produire un résumé de ces travaux, des supports, des publications, pour interpellier les décideurs et les acteurs concernés. Il était particulièrement pertinent de mener ces échanges aujourd'hui, pour préparer nos mobilisations de 2019. La question des inégalités sera le thème mobilisateur du G7, sous présidence française, et également des prochains DevDays.

Après ce bilan de 15 ans de recherche, donnons-nous rendez-vous dans 15 ans pour une nouvelle conférence sur les inégalités. En espérant que, d'ici là, nous aurons trouvé des solutions aux questions d'aujourd'hui, pour pouvoir aborder celles de demain. ♦



Intervention de clôture de Gaspar Frontini

Chef de l'unité ODD, politique et cohérence à la DG Coopération internationale et développement, Commission européenne

DES DÉBATS POUR NOURRIR LES ORIENTATIONS

Les discussions et les débats d'aujourd'hui vont nous aider à avancer dans notre réflexion pour mieux intégrer les inégalités à nos politiques de coopération. Les moments de rencontre entre le monde universitaire et les institutions plus politiques comme les nôtres sont fondamentaux. La recherche tout comme l'analyse et la formulation de politiques doivent être associées plus étroitement et se renforcer mutuellement en menant des analyses conjointes. Des opportunités comme cette journée de conférence sont extrêmement utiles pour nous permettre d'avancer dans cette direction.

L'un des éléments clairement ressortis des débats – et ce n'est guère surprenant – est que les inégalités constituent un défi de grande ampleur. Elles affectent la cohésion sociale partout dans le monde, y compris dans nos pays d'Europe. Ce défi est au carrefour des trois dimensions du développement durable : la dimension sociale, mais aussi la dimension économique et la dimension environnementale. Les inégalités sont un obstacle au développement durable au niveau mondial, et la lutte contre les inégalités par le développement et la coopération nous permettra d'atteindre un ordre mondial plus durable. C'est le véritable défi auquel nous devons faire face aujourd'hui.

Nous savons qu'il existe une corrélation négative entre inégalités et croissance durable. Ce phénomène fait obstacle à la réduction de la pauvreté et empêche les femmes et les jeunes filles de développer leur potentiel. Enfin, les inégalités affectent tous les volets du développement durable : la santé, l'éducation ou encore la protection de l'environnement. Tous ces aspects ont été mentionnés lors des débats d'une manière ou d'une autre.

UN PLAN D'ACTION INTERNATIONAL

Le côté positif, c'est que nous avons désormais un ordre du jour politique universel : l'Agenda 2030 pour le développement durable nous permet, de façon substantielle, de négocier et d'inclure dans nos programmes le combat contre les inégalités. Il nous permet aussi de faire passer plus facilement notre message et de nous accorder au niveau mondial. Commun à l'ensemble des États, cet Agenda est, selon moi, une excellente plateforme pour travailler de concert sur les inégalités. L'ODD 10 concerne directement notre sujet du jour et porte sur la réduction des inégalités entre et au sein des pays. Au-delà de ce seul objectif, l'idée d'inclusion, de ne laisser personne sur le bord du chemin,



est l'un des facteurs qui ont permis à tous les pays de l'ONU de se mettre d'accord sur cet Agenda. Il est extrêmement important de disposer d'une telle plateforme pour mener notre travail politique.

LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

Nous avons maintenant un cadre, le nouveau consensus européen pour le développement. L'une de ses caractéristiques importantes est qu'il recouvre à la fois la coopération autour du développement au niveau de l'UE et tout ce que les pays font au niveau bilatéral. Le consensus a vraiment placé l'inclusion et la lutte contre les inégalités et la discrimination au cœur de ses préoccupations. Cela exige de nous que nous réduisions les inégalités et que nous favorisions l'égalité des chances. Comme l'a précisé le directeur général Stefano Manservigi, nous travaillons, à travers de nombreuses actions, à lutter contre différentes formes d'inégalités : lutte contre la discrimination, promotion d'emplois dignes, inclusion financière, promotion du développement local pour affaiblir les disparités territoriales, promotion de l'accès universel aux services de base ou soutien à l'accès aux terres ou aux ressources naturelles. Toutefois, l'étendue des problèmes exige de notre part des efforts encore plus importants pour réduire les inégalités dans nos pays partenaires.

COMMENT MIEUX LUTTER, ENSEMBLE, CONTRE LES INÉGALITÉS?

Au sein de la Commission européenne, nous réfléchissons aux meilleurs moyens qui nous permettraient de faire mieux et plus. Nous continuerons à soutenir et à renforcer les politiques de coopération de l'UE, à les rendre plus efficaces pour traiter les inégalités. Par exemple, le plan d'investissement que nous allons mettre en œuvre – et qui sera essentiel pour la croissance et la création d'emplois – doit bénéficier à l'ensemble de la population, y compris aux plus pauvres et aux plus vulnérables.

Nous devons aussi réfléchir aux moyens de lutter contre les inégalités pendant la programmation, l'identification, la formulation, la mise en œuvre et le suivi de nos actions. Nous nous engageons à renforcer nos partenariats avec des engagements plus personnalisés : face à des situations différentes, nous devons proposer des solutions différentes. Nous aurons aussi besoin d'améliorer la coordination avec les États membres de l'UE, pour travailler ensemble à la résolution de ces problèmes. Face à des enjeux aussi graves, l'Europe, si elle agit collectivement, peut vraiment faire la différence. Renforcer la coopération avec la société civile constitue également un point très important.

Enfin, nous devons continuer à développer nos connaissances et à renforcer nos capacités sur ces problèmes particulièrement complexes. À cet égard, notre coopération avec l'AFD, à travers sa branche recherche, est particulièrement opportune. Je suis ravi de répondre positivement à cette invitation à coopérer davantage, pour imaginer et définir ce que nous pourrions réaliser ensemble. Comme nous avons pu le voir, les problèmes auxquels nous devons faire face sont immenses, mais

nous disposons d'un agenda qui nous montre la voie, et nous ne manquons ni d'outils ni de détermination. Nous continuerons à débattre au sujet des inégalités et de la cohésion sociale, et à chercher des solutions à mettre en place ensemble.

AGENDA EUROPÉEN DU DÉVELOPPEMENT

De notre côté, à l'UE, nous resterons mobilisés et actifs sur ces questions. Voici d'ailleurs les deux prochains points d'étape importants à cet égard :

- 18 au 19 juin 2019 : les Journées européennes du développement, ou DevDays, seront consacrées aux inégalités. Nous réunirons des dirigeants, des législateurs et des praticiens du monde entier pour partager des analyses et des expériences, et déterminer des priorités pour l'avenir.
- 8 au 19 juillet 2019 : le Forum politique de haut niveau sur le développement durable aura lieu à New York; il permettra d'examiner les avancées sur un certain nombre d'ODD, dont l'ODD 10. Ce sera à nouveau l'occasion de débattre au sujet des inégalités avec des partenaires du monde entier. Nous présenterons un rapport conjoint (UE et États membres), visant à évaluer et adapter nos modes d'action pour mieux soutenir, ensemble, les pays en développement, en vue de les aider à contribuer à l'atteinte des ODD. Les inégalités ont une place importante dans ce rapport. ◇





Pour plus d'informations sur l'événement :

